

Ensemble

SÉGOLÈNE ROYAL PRÉSIDENTE

Interview exclusive pour Ensemble page 7



N° 184

Jeudi 8 mars 2007
segoleneroyal44.free.fr



Le journal des socialistes de Loire Atlantique





Socialistes en **Europe**
Socialistes dans le **Monde**

Référendum sur la dépénalisation de l'IVG au Portugal

Début février les Portugais ont été amenés à se prononcer sur la dépénalisation de l'IVG. A 59,3 %, les électeurs portugais ont répondu "OUI" à la dépénalisation de l'avortement. Mais la participation située à 43,60 % n'a pas atteint les 50 % requis pour rendre le référendum contraignant. Cependant, fort de cette légitimité populaire, le Premier Ministre socialiste, José Socrates, a promis de faire adopter cette mesure par le Parlement. C'est une victoire pour les Portugaises revendiquant le droit à disposer de leurs corps. C'est aussi une avancée pour les femmes européennes ainsi que pour la démocratie car il n'y a pas de véritable démocratie sans liberté pour les femmes. Néanmoins, n'oublions pas qu'il restera encore trois pays de l'Union Européenne dans lesquels ce droit n'est toujours pas reconnu (l'Irlande, la Pologne et Malte). Les femmes de ces pays ont besoin de notre solidarité européenne pour être soutenues et faire valoir leurs droits •

Cyril Hunault

• Délégué fédéral à l'Europe

3^{ème} Opération "Tous sur le Pont"

Samedi 10 et Dimanche 11 mars



Éditorial

2007 : Une année importante pour les femmes

Le 8 mars, journée internationale des femmes, est toujours l'occasion de rappeler les menaces qui pèsent sur l'avancée de l'égalité femmes-hommes. Pour nous, femmes de progrès, le 8 mars de cette année 2007 sera synonyme d'espoir pour 2 raisons.



D'abord, Ségolène Royal peut être élue présidente de la République. Pour la 1^{ère} fois de l'Histoire, une femme incarne l'espoir d'alternative à la présidence de la République. Elle représente à la fois cette nouvelle façon de faire de la politique par l'écoute et l'action, mais aussi l'humanité. Ségolène Royal incarne la force de nos convictions. Les attaques sexistes dont elle est l'objet doivent nous obliger, femmes et hommes de gauche, à faire bloc autour d'elle.

Deuxième signe d'espoir : l'objectif d'avoir plus de 30 % de femmes députées en France. Le parti socialiste a porté la loi sur la parité, il doit être exemplaire dans son application. En Loire-Atlantique, nous misons sur Adeline Lhonen, Martine Lhostis, Monique Rabin, Marie-Françoise Clergeau et Marie-Odile Bouillé. 30 % de femmes à l'Assemblée nationale, c'est la garantie pour celles-ci de pouvoir peser sur les politiques engagées.

Si Ségolène ROYAL est élue présidente de la République, des choses changeront pour la condition de la femme. Comme elle s'y est engagée, la 1^{ère} loi votée par la future Assemblée nationale, sera une loi cadre contre les violences faites aux femmes. Le mandat unique des parlementaires permettra à plus de femmes d'être élues. Nous élaborerons une charte pour l'égalité d'accès et de traitement dans les entreprises et les services publics.

D'autres mesures sur l'éducation, l'emploi et la justice apporteront une amélioration dans la vie des femmes. Ségolène Royal, par son charisme différent, renouvelle la politique. Elle a une autre approche du pouvoir et c'est pourquoi nous croyons dans sa capacité à porter le changement pour une France plus forte et plus juste •

Fabienne Renaud

• Secrétaire fédérale à l'égalité hommes/femmes

femmes44avecsegoleneroyal@orange.fr

3 questions à Marie-Noëlle Lienemann

“ Le droit au logement pour tous ! ”



Marie-Noëlle Lienemann, députée européenne PS et ancienne secrétaire d'Etat au logement dans le gouvernement Jospin, aborde dans l'entretien qui suit la question du logement, si cruciale dans un contexte de flambée immobilière.

Peux-tu faire un rapide état des lieux de la situation du logement en France ?

Le logement est devenu trop cher et le logement social trop rare. Une spéculation immobilière et foncière que la droite a entretenue et une hausse des loyers en total décalage avec l'évolution des salaires et l'inflation ponctionnent le pouvoir d'achat. Si on construit davantage, l'essentiel des logements construits sont réservés aux foyers les plus aisés. Le logement social sous toutes ses formes, locatif ou accession à la propriété, est en panne. Aussi le scandale dénoncé par les Don Quichotte est la partie la plus inacceptable d'une crise plus large. Il y a aussi tous ces jeunes qui ne peuvent s'installer, les couples qui divorcent et ne peuvent trouver un logement et 1 300 000 foyers qui attendent un logement social.

Quelles sont les propositions du PS et de notre candidate à ce sujet ?

Augmenter les allocations logement de manière à limiter à 25% le montant des dépenses de logement pour les ménages modestes. Construire 120 000 logements sociaux par an. L'Etat se substituera aux maires qui n'appliquent pas le quota des 20%. Créer un service public de la caution pour garantir l'accès au logement tout en sécurisant le propriétaire. Conditionner les avantages fiscaux et les aides publiques à une modération des loyers. Remettre à la location les logements vacants spéculatifs. Encourager l'accès à la propriété par l'extension des prêts à taux zéro. Dans le logement social, les locataires qui ont payé pendant 15 ans leur loyer pourront accéder à la propriété. Sanctionner financièrement les communes qui n'ont pas réalisé une place d'hébergement d'urgence pour 1000 habitants.

“ Des mesures d'encadrement des loyers et de l'immobilier ”

Si nous sommes élus, quelles devront être nos premières mesures d'urgence sur le logement ?

Faire appliquer la loi SRU et mieux financer le logement social pour réussir les 120 000 logements locatifs HLM et relancer l'accession sociale. Je pense aussi à des mesures d'encadrement des loyers et de l'immobilier si la hausse des prix se poursuit. Enfin, il faudra revoir la loi sur le droit au logement opposable pour qu'à l'obligation de résultat pour ce droit vital, soient ajoutés des moyens concrets efficaces. Le droit au logement opposable nous le voulons vraiment et pour tous ! •

Entretien avec Gilles Retière

“ Les classes moyennes doivent pouvoir habiter sur la Métropole ”



Gilles Retière, Vice Président de Nantes Métropole, chargé du logement, fait le point sur la politique du logement dans l'agglomération nantaise.

Le logement est un enjeu important pour les Français qui s'est déjà largement invité dans la campagne présidentielle.

Est-ce qu'une autre politique est possible ?

A Nantes Métropole, nous avons développé des outils pour avoir une meilleure connaissance de la situation et essayer de l'enrayer. Tout d'abord, nous avons voté à l'unanimité un PLH (Programme local de l'Habitat), dans lequel nous avons fixé des objectifs clairs pour chaque commune. En 2006, nous avons dépassé nos objectifs en terme de construction de logements sociaux. Début 2006, l'Etat a donné la possibilité aux collectivités locales de prendre la délégation de l'aide à la pierre, ce que nous avons fait. Cela nous a permis de choisir nous même les projets sur lesquels il nous semble le plus important d'intervenir.

Que faites-vous pour l'entretien des logements existants ?

Nous souhaitons aujourd'hui permettre d'entretenir le parc existant, privé et social, car c'est là que les loyers sont les moins élevés. C'est pourquoi nous soutenons financièrement toutes les réhabilitations dans le parc social. Nous recherchons un moyen d'action pour le parc privé.

Et pour l'accession à la propriété...

Nous souhaitons permettre aux familles des classes moyennes de continuer à pouvoir habiter sur la Métropole. C'est pourquoi, nous sommes la 1ère agglomération à avoir mis en place le doublement du PTZ, le Prêt à Taux Zéro. De sa mise en place en septembre à la fin décembre, nous avons déjà conclu 200 dossiers. Nous en avons prévu 600 pour 2007. De plus, grâce à une intervention foncière, nous permettons la commercialisation de logements abordables et intermédiaires dans les opérations publiques d'aménagement. C'est notamment le cas sur les nouvelles ZAC. Nous avons encore beaucoup de projet. Il nous faut avoir un logement social avec un loyer de sortie faible. Il ne faut pas compter sur les crédits de l'Etat en baisse, alors, nous avons multiplié par 4 nos aides. Nous devons également développer en nombre et en accessibilité les logements pour les personnes âgées •

Une rencontre riche et fructueuse

Nos candidats aux législatives en Loire Atlantique ont rencontré des représentants des associations de locataires présents dans les conseils d'administration des organismes HLM (CNL, CGL, CSF, CLCV) afin d'échanger avec eux sur le thème du logement. Sur de nombreux points, nous avons fait le même constat : le manque de logements sociaux, le manque d'implication de certaines villes, l'augmentation des coûts du loyer dans le budget familial. Le problème croissant du surendettement et le statut du bénévole ont aussi été abordés. La société civile et le monde associatif sont très demandeurs de ce genre de rencontre. Il nous faut les renouveler •

Anaïs Gallais

• Secrétaire fédérale au logement

La fédération du parti socialiste de Loire-Atlantique s'indigne de la suppression de 900 emplois à l'usine-ville d'Airbus et s'inquiète des conséquences de la vente du site pour les sous-traitants.

Une fois de plus, ce sont les salariés, dont les compétences et les performances ne peuvent être mises en doute, qui payent la facture des problèmes d'organisation dans le dossier A380 et des tensions à la tête du groupe.

Certes, il n'est pas prévu de licenciements secs et le carnet de commandes d'Airbus est largement rempli. Pour autant, la stratégie du groupe d'externaliser de plus en plus sa production et de recourir à la sous-traitance, fragilise l'emploi et le groupe lui-même à plus ou moins long terme.

Pour le parti socialiste, la politique industrielle de la France doit faire l'objet d'un débat national et son avenir s'inscrire résolument dans une dimension européenne, les conditions d'exécution de la sous-traitance doivent

être revues pour empêcher que les donneurs d'ordre ne s'exonèrent de leurs responsabilités et reportent tous les risques, notamment sociaux, sur leurs sous-traitants, et la place de l'État doit être renforcée dans le capital d'EADS, la maison mère d'Airbus.

Le maintien de l'emploi industriel et son développement sont une source importante de l'équilibre socio-économique de la région et, à ce titre, l'État doit prendre ses responsabilités pour assurer l'avenir des salariés et la pérennité des bassins d'emplois •

Alain Gralepois

- 1er secrétaire fédéral

Christophe Cotta

- Secrétaire fédéral aux entreprises

Je demande des clarifications sur le devenir du site Airbus de St-Nazaire-Ville, qui reste extrêmement flou dans le plan de restructuration présenté aujourd'hui par Louis Gallois. La mobilisation des collectivités autour d'Airbus, de ses sous-traitants et bien entendu de tous les salariés, a permis d'ores et déjà d'éviter la casse de l'outil industriel...Le gouvernement porte une lourde responsabilité dans cette situation et il lui appartient aujourd'hui de mettre en place toutes les actions pour que les salariés, et en particulier de la sous-traitance, n'en portent pas toutes les conséquences. Le Conseil Régional s'opposera à toute diminution de la capacité industrielle de St-Nazaire et à tout licenciement •

Jacques Auxiette

- Président de la Région Pays de la Loire



Ségolène Royal exprime sa solidarité avec les salariés d'Airbus durement frappés par les 10 000 suppressions d'emplois annoncées aujourd'hui, dont 4 300 en France. Ce plan de restructuration n'était pas une fatalité. Il aurait été possible de faire autrement.

[...] L'Etat français n'a pas joué son rôle d'actionnaire responsable ces dernières années et les gouvernements successifs depuis 5 ans ont même aggravé par leur action, les problèmes de direction et d'organisation interne de l'entreprise, dégradant en conséquence les relations avec notre partenaire allemand.

La logique financière mise en œuvre a contribué à fragiliser l'entreprise et il faut lui substituer une véritable stratégie industrielle.

[...] Pour développer une politique d'investissement vitale

face à son concurrent américain Boeing, il est nécessaire de trouver un juste équilibre entre un actionariat public et un actionariat privé fiable, tout en sécurisant le partenariat avec les entreprises sous-traitantes.

Par ailleurs, la parité euro-dollar est très défavorable à Airbus, ce qui pose une fois de plus la question de la politique de change européenne.

Ségolène Royal rappelle qu'elle propose le renforcement du droit de veille et d'alerte des représentants des salariés et la présence systématique de salariés dans les conseils d'administration des entreprises •

Ségolène Royal

Communiqué du 28 février (extraits)

Je ne demande pas à l'Etat de gérer les entreprises mais je lui demande de prendre ses responsabilités dans le dossier Airbus. La région est sous le choc et on peut se poser la question de la stratégie de fond. Même si les sites de Gron et Bouguenais sont confortés, il faut aller plus loin et sécuriser le capital entre les actionnaires. Qui va racheter les 15% laissés par Lagardère ? C'est pourquoi j'ai demandé que le gouvernement vienne expliquer sa politique industrielle devant le parlement. J'attends sa réponse. Aujourd'hui, nous payons une erreur grave de gestion au sein d'Airbus. Ce n'est pas aux salariés de porter cette charge industrielle •

Jean-Marc Ayrault

• Député-maire de Nantes

Le plan de restructuration Power 8 prévoit la possible cession de l'usine de St-Nazaire ville. C'est une décision que je regrette profondément car elle fait payer au personnel les conséquences de difficultés qui ne sont pas de son fait. Le potentiel et les compétences de ce site n'ont jamais été mis en cause. Les collectivités de l'Estuaire ont su se mobiliser autour des projets de développement d'Airbus et extensions des usines : centre de recherche et de développement d'Airbus et extensions des usines...Au-delà de la question de la propriété des sites c'est celle du maintien de l'activité et de l'emploi qui sera pour nous primordiale •

Patrick Mareschal

• Président du Conseil général de Loire-Atlantique

Après les rumeurs et les annonces de ces dernières heures, les élus et la section socialiste se réjouissent que le pire -la perte, au profit des usines allemandes de l'assemblage du tronçon central de l'A350- soit écarté.

[...] Bien que les informations à notre connaissance écartent tout projet de licenciement, le Parti Socialiste et ses élus restent totalement mobilisés pour qu'aucune charge de travail ne quitte le bassin d'emploi et pour que les équipes de Saint-Nazaire ne soient pas victimes d'une mauvaise répartition des efforts nécessaires au rétablissement de la situation d'AIRBUS.

[...] N'ayons pas la langue de bois et disons clairement

les choses : comment expliquer le silence assourdissant au sujet de la gestion calamiteuse de messieurs Forgeard et Lagardère ? Nous pesons nos mots : les délits d'initiés et l'incompétence des amis de M. Sarkozy sont en grande partie à l'origine des déboires actuels d'AIRBUS.

Ce n'est pas aux salariés d'en subir les conséquences. Le Parti Socialiste appelle chacun à rester vigilant et mobilisé pour défendre l'outil performant de travail de l'usine ville •

Charles Nicol

• Secrétaire de la section de Saint-Nazaire

L'annonce de la suppression de 900 emplois à St-Nazaire soulève une inquiétude et un désarroi profond. Certes, la volonté affirmée de suppression d'emplois sans licenciement peut paraître satisfaisante à court terme, mais elle n'en pose pas moins le problème du maintien général du niveau d'emploi et de sa qualité dans les régions concernées.

Rappelons que pour l'essentiel, les difficultés rencontrées par Airbus aujourd'hui tiennent aux erreurs de gestion d'hier, en particulier sur les questions d'assemblage de l'A380, ce qui entraîne un gêne momentanée de trésorerie. Cependant, le carnet de commande bien rempli promet un avenir serein à l'entreprise.

Il serait donc inopportuniste et scandaleux d'utiliser ce trou d'air financier conjoncturel pour mettre en œuvre une politique structurelle de délocalisation en direction de sous-traitants locaux ou européens dans un premier temps, pour finir dans des pays à très bas coût de main d'œuvre. La colonne vertébrale de l'industrie aéronautique européenne en serait alors fragilisée et

les salariés européens les premiers à en subir de lourdes conséquences.

C'est l'engagement sans réserve des Etats européens autour de l'axe franco-allemand qui peut à nouveau faire le succès et la force d'Airbus. Il est donc indispensable de renforcer la présence des Etats dans le capital d'EADS pour redonner visibilité et stabilité à la maison mère d'Airbus.

Mais les aspects politiques et industriels ne seront viables et efficaces que s'ils s'accompagnent d'un volet social, en particulier pour les salariés d'Airbus dont l'excellence professionnelle n'est plus à démontrer. La place du fleuron aéronautique industriel européen dans le monde dépend donc d'une triple volonté : politique, industrielle et sociale •

Yannick Vaugrenard

• Député Européen

À lire

Le deuxième âge de l'émancipation

Les Françaises conjuguent un haut niveau d'emploi et une fécondité enviée par beaucoup. Mais les moyennes nationales cachent en réalité une situation dégradée. Leur taux d'activité est toujours inférieur à celui des hommes, leurs emplois de moindre qualité, leurs rémunérations plus faibles, leur temps de travail plus réduit, et elles restent en charge de l'essentiel des tâches domestiques et familiales. Il y a là non seulement une évidente injustice mais aussi une lourde hypothèque sur notre avenir collectif. Plus de femmes en emploi, ce serait moins de pauvreté, des comptes sociaux plus équilibrés et des investissements d'éducation enfin valorisés. Ce livre propose d'examiner les conditions d'organisation économique et sociale susceptibles de donner aux femmes les moyens de leur liberté. Il dessine ainsi un « deuxième âge de l'émancipation » profitable à l'ensemble de la société •

Le deuxième âge de l'émancipation de Dominique Méda et Hélène Périvier, éditions du Seuil. 10,50€

Lettre à Ségolène

La candidate Ségolène Royal a demandé à la société une véritable « démocratie participative ». Le collectif « Coup de jeune », qui croit en elle, la prend au mot et, dans cette lettre ouverte, lui propose un véritable programme politique en faveur de notre jeunesse. Un ouvrage qui, à coup sûr, pèsera sur la campagne électorale présidentielle.

Madame Royal,

La France a besoin d'un coup de jeune. Au plus niveau de l'État, le coup de jeune, c'est vous. Mais il doit se répercuter à d'autres étages de la société française. Ce qui s'est passé dans le dos des jeunes en terme de choix politiques depuis vingt-cinq années, souvent à leur désavantage, ils sont en droit de le savoir et de le comprendre. À présent, cette jeunesse réclame justice et équité. Nous vous sentons plus humaine, vous saurez agir d'une manière juste. Ce qui attend les jeunes générations à venir, si l'on n'entame pas un sursaut, ne nous donne pas le sourire. Que désirent les jeunes ? Ne plus servir de variable d'ajustement des décisions économiques. Que désirent les jeunes ? Une République qui les respecte. Avoir une chance de vivre leur rêve. En trente ans, nous avons glissé du péril jeune à la jeunesse en péril. En politique, l'abstentionnisme des jeunes est très important. La défiance mutuelle s'accroît. La société dans laquelle nous vivons est de plus en plus violente. Elle cherche de plus en plus de boucs émissaires. Nous proposons la mise en pratique d'un Pacte pour l'Écologie Relationnelle entre les citoyens (P.E.R.). Ce dispositif concret contribuera à agir pour éradiquer cette violence qui sévit au quotidien dans nos villes et nos campagnes. Pour qu'au « Papy Krach » ne fasse pas écho un « Youngy Clash », il devient crucial que les quatre générations qui cohabitent en France signent un Pacte Entre les Générations Actives et Solidaires (P.E.G.A.S.) •

Lettre à Ségolène, coup de jeune par Christophe Médiçi, porte parole du collectif COUP DE JEUNE, aux éditions du cygne. 12€

Notre programme pour une culture émancipatrice

Parler de culture, c'est révéler notre époque sous toutes ses dimensions : sociale, économique ou environnementale. C'est plonger dans ses racines... Parler de culture c'est apprendre et comprendre en faisant parfois appel au regard subjectif d'un artiste. C'est se forger un esprit critique garant de la maîtrise de ses choix, et, pour les plus audacieux, s'armer pour engager la transformation sociale. La culture est émancipatrice et s'affirme, en cela, comme une valeur socialiste. Elle constitue un enjeu politique majeur autour duquel il s'agit de créer les conditions pour réunir dans un lieu adapté le citoyen, l'œuvre, et entre les deux, l'éducateur qui aura pour mission d'opérer une rencontre féconde.

Les Socialistes ont marqué de leur empreinte les politiques culturelles en plaçant l'artiste au cœur du système, en menant une politique volontariste de développement de l'offre culturelle et en portant la société de la connaissance.

Depuis cinq ans, la droite a mis en berne l'action publique préférant livrer la culture aux lois du marché. La législature qui s'annonce nous commandera de réarmer le rôle de l'Etat à travers la réalisation de plusieurs chantiers...

D'abord, il conviendra d'engager une politique de la demande consistant en ce que le public retrouve le chemin des nombreux théâtres, musées, médiathèques, mais aussi ces lieux qui établissent une relation non formatées. Il faut agir en amont à la rencontre entre œuvres et publics en faisant de l'éducation sous toutes ses formes un outil prioritaire. En se réappropriant ce terrain, l'école plus que jamais, pourra combattre les racines des inégalités.

Et parce que la culture passe désormais par le nouveau moyen de diffusion numérique, nous aurons à faciliter l'accès à Internet au plus grand nombre. Sans quoi nous faillirons dans notre devoir de démocratisation culturelle. Ce média appelle à reconsidérer les modes de rémunération des artistes qui soit respectueux à la fois de la liberté individuelle et des droits patrimoniaux des créateurs.

Face à la marchandisation de la production, il s'agira de garantir la diversité culturelle en luttant contre la concentration de l'édition et de la diffusion. Parce que se cultiver ne passe pas exclusivement par le divertissement, nous encouragerons la prise de risque artistique qui défie la loi de la rentabilité, l'émergence des nouveaux territoires artistiques, l'expression des identités locales sans pour cela céder à la tentation communautariste. Ce sont là les voies d'une vitalité retrouvée contre la tentation de la standardisation.

Notre projet culturel pour les cinq ans à venir est essentiel car c'est par lui que nous retisserons le lien social, ciment de notre identité. Pour cela nous devons prôner un service public redéployé qui promeut l'accès au savoir, invite à l'aventure émotionnelle et prépare à une citoyenneté active •

Michel Ray

• Délégué fédéral à la culture

Entretien avec Ségolène Royal

“ Convaincre les Français du bien-fondé de nos propositions ”



À un mois et demi du 1er tour de la présidentielle, Ségolène Royal répond à nos questions.

Comment as-tu vécu cette première phase de campagne ?

J'ai voulu, avec vous tous et comme je m'y étais

engagée lors de la campagne interne, que cette première phase repose sur des bases très différentes de celles des campagnes précédentes. En effet, l'état d'esprit des Français à l'égard de la politique, fait à la fois de scepticisme et d'envie de participer, est une chose à ne pas négliger si l'on veut éviter des déconvenues. Que l'on soit responsable politique ou militant, tout le monde a vu qu'il se passait quelque chose de nouveau et de puissant. Plus de 6000 débats participatifs ont été organisés sur les sujets les plus variés dans tout le pays, auxquels ont pris part plus de deux millions de personnes. J'ai consulté les partenaires sociaux, j'ai mobilisé les experts, j'ai reçu par Internet plus de 135 000 contributions. J'ai voulu entendre les Français dans leur diversité pour pouvoir ensuite porter leur voix. Il fallait aller au devant de ce besoin de participation. Il le fallait parce que personne ne supporte plus ces programmes rédigés en petit comité, à la va vite et aussitôt oubliés. Aujourd'hui, nous sommes passés à une autre étape. Mais je garde en mémoire les moments forts de ces débats participatifs, auxquels j'ai moi-même participé et où j'ai pu voir s'exprimer l'intelligence et l'imagination de nos concitoyens.

“ Je respecterai mes engagements ”

On entre dans le vif du sujet, quelles thématiques vas-tu développer prioritairement et avec quelles propositions ?

La campagne montrera clairement deux politiques possibles, celle de Sarkozy et celle de Ségolène Royal. Il nous faut rassembler, écouter et proposer. Rassembler les socialistes du oui et du non au référendum européen, le MRC et le PRG. Nous y sommes parvenus. Ecouter, c'est aller à la rencontre des Français et c'est ce que le PS et sa candidate font et feront pendant la campagne. Enfin, proposer sera la 2^{ème} phase de la campagne où nous présenterons l'ensemble de nos propositions.

En quoi le programme de Sarkozy est-il dangereux ?

Mon premier souci dans cette campagne, c'est de convaincre les Français du bien-fondé de nos propositions,

et non de répondre à mes adversaires de la droite. Je souligne d'ailleurs que cette catégorie ne se résume pas à Nicolas Sarkozy, qui, en sa qualité de candidat sortant, est comptable du bilan de l'actuel gouvernement, c'est-à-dire de ce qu'il a fait comme de ce qu'il n'a pas fait depuis 2002. Je constate que les projets des candidats de l'UMP et de l'UDF, qui m'ont longtemps reproché de ne pas en avoir un, sont semblables : suppression de l'ISF, valorisation des heures supplémentaires, exonération des cotisations sociales indifférenciée, suppression des droits de succession ou diminution de moitié du nombre des fonctionnaires...

Si tu es élue, quelles mesures phares incarneront le changement dans les premiers mois de ton mandat ?

Il est trop tôt pour exposer dans le détail l'action gouvernementale qui suivra les premiers mois de notre victoire. Mais enfin, il est d'ores et déjà acquis que l'amélioration du pouvoir d'achat de ceux de nos concitoyens qui souffrent le plus de la vie chère, la lutte contre le chômage des jeunes et le renforcement de notre appareil productif seront nos priorités



Le 8 mars, c'est la journée des femmes. Ton point de vue sur la condition des femmes dans le monde et en France ? Comme présidente de la République, que proposerais-tu à ce sujet ?

Malgré les réformes menées à bien par les gouvernements de gauche, d'abord avec François Mitterrand, puis entre 1997 et 2002 sous le gouvernement de Lionel Jospin, les femmes restent trop souvent victimes de violences et de discriminations. La situation matérielle de nombreuses mères célibataires, de veuves et des retraitées est insupportable dans un pays moderne. C'est pourquoi cette question sera au cœur de la politique du pouvoir d'achat garanti que je défends. Dans une perspective plus large, je propose dans mon pacte présidentiel d'élaborer une charte pour l'égalité d'accès et l'égalité de traitement, ouverte à l'adhésion des entreprises et des services publics. Enfin, ainsi que je l'ai déjà dit, la première loi du quinquennat traitera des violences conjugales faites aux femmes •

La Fédération vous invite à une **Formation**

"Président(e), assesseur(e) titulaire ou suppléant(e) : la tenue d'un bureau de vote"

Samedi matin 10 mars 2007 (9h30/12h30)

Fédération du Parti Socialiste,
24 rue Armand Brossard, à Nantes

Intervenant : **Henri Duclos**, Adjoint au Maire de Nantes, Délégué au commerce, à l'artisanat, à la sécurité civile, aux anciens combattants, aux affaires militaires et aux élections.

Contact : **Bernard Barraud**, secrétaire fédéral à la formation, barraud.thareau@wanadoo.fr



Campagne Présidentielle 2007

Marylise LEBRANCU
Députée du Finistère
Vice-Présidente de la Région Bretagne
Ancienne Ministre
animera une réunion publique

Mardi 13 mars 2007 à 20h

Salle Renée LOSQ
Place du Général de Gaulle (centre ville)
Sainte-Luce sur Loire



Campagne Présidentielle 2007

**Meeting régional
de Ségolène ROYAL**

**Zénith de NANTES-METROPOLE
Lundi 16 avril à 19h30**

Nous invitons l'ensemble des militants le pouvant à venir par les transports en commun :

Ligne 1 du tramway : descendre arrêt - terminus "François Mitterrand", des navettes assureront le transport à l'aller comme au retour entre cet arrêt et le Zénith.



Conseil fédéral

Le prochain Conseil fédéral se tiendra le lundi 12 mars à 20h à la fédération.



Dîner républicain

Dîner républicain le vendredi 23 mars 20h à Treillières, salle municipale (face à la Poste).

Avec Michel Ménard, candidat à l'élection législative sur la 5ème circonscription.

Inscription obligatoire avant le 15 mars au 06 65 31 48 44

Venez nombreux !



Un grand merci

"Un grand merci à toute l'équipe de bénévoles autour de Suzanne Barbançon qui ont assuré le service au buffet lors de notre soirée fédérale du 9 février aux Sorinières."

Ensemble

Dispensé de timbrage

NANTES R.P.



**PRESSE
URGENTE**

LA POSTE

Ensemble
24, Rue A. Brossard
44 000 NANTES
Déposé le 07/03/07

Étiquette

Ensemble

Le Journal des socialistes de Loire Atlantique
24 rue Armand Brossard • 44 000 NANTES
Tél : 02.40.20.63.00 • Fax : 02.40.08.27.24
Site internet : www.ps44.com
E-mail : fede44@parti-socialiste.fr
Directeur de Publication : Alain Gralepois
Rédacteur en chef : Olivier Chateau
Rédacteur en chef adjoint : François Caillaud
Photographies : PS 44
Mise en page : Scopic
Imprimé avec des encres végétales
sur papier recyclé par La Contemporaine
N° CPPAP : 0909 P 10 751
N° ISSN : 1296 - 2201
Prix : 1,50 € • Tirage : 4300 ex

